

JOURNAL DE LA SOCIÉTÉ STATISTIQUE DE PARIS

EUGÈNE ROCHETIN

L'avenir économique de l'Espagne et du Portugal

Journal de la société statistique de Paris, tome 40 (1899), p. 162-175

http://www.numdam.org/item?id=JSFS_1899__40__162_0

© Société de statistique de Paris, 1899, tous droits réservés.

L'accès aux archives de la revue « Journal de la société statistique de Paris » (<http://publications-sfds.math.cnrs.fr/index.php/J-SFdS>) implique l'accord avec les conditions générales d'utilisation (<http://www.numdam.org/conditions>). Toute utilisation commerciale ou impression systématique est constitutive d'une infraction pénale. Toute copie ou impression de ce fichier doit contenir la présente mention de copyright.

NUMDAM

Article numérisé dans le cadre du programme
Numérisation de documents anciens mathématiques

<http://www.numdam.org/>

III.

L'AVENIR ÉCONOMIQUE DE L'ESPAGNE ET DU PORTUGAL (1).

L'ESPAGNE.

I.

On peut dire que l'Espagne est, de toutes les nations d'Europe, celle dont les richesses — richesses minières, produit du sol en général — ont été le moins exploitées et par conséquent le moins appréciées, précisément parce qu'elles n'étaient pas connues.

A l'inverse de ses colonies, dont le commerce a presque toujours été florissant, l'Espagne est restée longtemps ignorée de nos hommes d'affaires, de nos agronomes, de tous ceux en un mot qui, par relations ou par état, pouvaient le mieux s'occuper ou tirer parti des richesses abondantes dont la nature et le climat l'ont gratifiée.

Quelle variété de produits, en effet, elle peut étaler aux yeux du chef d'entreprise et du travailleur de la terre résolus à trouver les débouchés nécessaires pour les écouler ! Pas de nation qui, à ce point de vue, nous intéresse autant et soit aussi digne de notre attention.

Si nous considérons l'aspect du pays lui-même, nous ne tarderons pas à être frappés par la sauvage grandeur de ses sites montagneux, par l'immensité de ses plaines, par les rives encaissées de ses fleuves : le Tage, le Segura, le Guadiana, le Guadalquivir, l'Èbre (que les anciens appelaient *Iberus*), etc. ; par le pittoresque costume de ses habitants, aux usages si divers, aux mœurs si simples et si patriarcales ; par la beauté de ses antiques édifices, qui rappellent des jours glorieux ou des épisodes célèbres de son histoire.

Amilcar Barca, le premier conquérant de l'Espagne, où il trouva d'ailleurs son tombeau, ne se couvrit-il pas des dépouilles de ses provinces ravagées ? Ses cités principales n'ont-elles pas eu pour fondateurs des personnages illustres de l'antiquité ? Grecs, Romains, Carthaginois, etc. : Asdrubal qui bâtit Carthagène, Marcellus qui fonda Cordoue, Brutus qui jeta les premières assises de Valence ? —

(1) Communication faite à la Société de statistique de Paris dans sa séance du 15 mars 1899.

Annibal, les deux Scipions, Caton, Galba, Métellus, Sertorius, n'y ont-ils pas laissé également le souvenir de leurs actions héroïques, de leurs belliqueuses entreprises ? Et, bien avant eux, les Phéniciens, établis sur les rives de l'Hispanie, ne peuplèrent-ils pas Gadès (Cadix), Hispolis (Séville), etc., c'est-à-dire toute la région de la Bétique ?

Dès l'arrivée de ces colonies industrielles et affairées, des explorations avaient été ordonnées, en effet. On chercha à se rendre compte des gisements miniers. L'Espagne, alors, fut le terrain d'action d'une multitude de pionniers aventureux, habiles à fouiller son sol et à lui arracher des trésors jamais épuisés.

Bientôt, cependant, la Péninsule vit les dévastations des Vandales et autres peuples barbares. Les tribus mauresques, à leur tour, firent leur apparition, et ce fut une véritable prise de possession. Le territoire, il est vrai, se couvrit de centres industriels qui, bien qu'éclos sous la main de l'étranger, facilitèrent les transactions et étendirent leurs ramifications partout ; mais l'Espagne perdit son autonomie propre ; elle ne trouva pas de maîtres, car cette nation fière et généreuse ne pouvait supporter aucun joug. Elle finit, néanmoins, par apprécier les efforts et les tentatives hardies de ces initiateurs éclairés, qui surent ménager parfois sa susceptibilité et développer la richesse d'un domaine que le destin leur avait provisoirement concédé.

Quelques siècles plus tard, le pays recouvra son indépendance. Arrivée même au faite de la puissance et de la gloire, l'Espagne négligea momentanément les produits de son sol ; la main qui tenait l'épée était devenue inapte à diriger le soc de la charrue, à se servir de la pioche, à creuser la mine, à élever des constructions capables d'abriter les moissons récoltées. Heureusement, ce ne fut qu'un temps d'arrêt. Aujourd'hui, l'Espagne est sortie de son ancienne torpeur ; elle marche d'un pas égal et sûr dans la voie du progrès. Son commerce et son industrie se développent, en raison de la facilité accordée aux échanges et aux transactions en général.

Nous voulons démontrer, par des chiffres, la réalité de cette prospérité, trop tôt arrêtée, que d'aucuns se sont plu à contester, et arriver à cette conclusion que jamais l'Espagne n'a été en meilleure situation économique et financière jusqu'au jour où une guerre fatale l'a obligée de faire face à ses adversaires. Les statistiques nous révéleront, au surplus, ce que des appréciations superficielles seraient impuissantes à fournir : la preuve manifeste de sa vitalité, l'existence de ressources qu'on ne soupçonne pas, la certitude d'un avenir brillant si, grâce à la sagesse et à la prudence de ses hommes d'État, elle sait se soustraire aux agitations politiques qui l'affaiblissent et l'énervent trop souvent.

Nous nous occuperons donc successivement de sa population, de son agriculture, de son industrie, de son commerce et de ses finances.

L'Espagne, on le sait, jouit d'un des plus beaux climats d'Europe. Les champs de la Catalogne, de l'Andalousie et de la province de Valence sont, entre autres, d'une fertilité sans égale. Malheureusement, le cultivateur a un rude adversaire à combattre : c'est l'aridité. Dans les autres provinces, dès le commencement de l'été, règne la plus grande sécheresse. De tout temps, les autorités du pays se sont préoccupées de cet état de choses. On a cherché à y remédier au moyen du reboisement de vastes étendues ; cela n'a pas suffi. Ce qu'il faudrait, surtout, ce serait d'établir sur les rives des fleuves et autres cours d'eau des dérivations nombreuses

pour que les terres pussent être arrosées abondamment, seule manière de parer aux conséquences de ce qui, en Espagne, — à l'exception des provinces de Valence, d'Alicante et de Murcie — constitue un véritable fléau. D'importants travaux ont été faits dans ce but, d'autres ne tarderont pas à être entrepris. C'est une question d'une réelle importance pour l'agriculture du pays.

Longtemps les voies de communication ont fait également défaut dans la Péninsule. Aussi, l'établissement des chemins de fer a-t-il rendu de signalés services à la population, étant donnée la multiplicité des obstacles opposés jadis par les montagnes aux rapports des habitants entre eux. Il s'agit de poursuivre le tracé de nouvelles voies et de compléter les travaux de canalisation déjà commencés. Si, d'autre part, l'Espagne parvenait à draguer ses fleuves qui, jusqu'ici, n'ont guère pu servir à la navigation d'une façon sérieuse, à cause de leur faible tirant d'eau, elle aurait chance de doubler ses moyens de trafic. Les bonnes relations qu'elle entretient, d'ailleurs, avec le Portugal, ont facilité, à l'Est, l'extension de ses transactions commerciales et assuré à ses produits de nouveaux débouchés, et l'on peut dire que l'union de ces deux pays leur a garanti des avantages réciproques.

Quant à la population, elle a augmenté dans de très fortes proportions depuis le siècle dernier. En 1723, l'Espagne comptait à peine 7 900 000 habitants; cinquante ans après, en 1773, elle en avait 9 200 000; en 1823, on relève le chiffre de 11 200 000; en 1834, on peut inscrire celui de 14 660 000. En cent ans, la population avait doublé. Le dénombrement de 1877 donnait 16 631 869 habitants; celui de 1887, 17 565 632 (la population des Canaries étant comprise pour 289 728). Aujourd'hui, la reine régente, Marie-Christine, doit avoir près de 19 millions de sujets.

Il est facile d'expliquer cette augmentation graduelle de la population. D'abord, le mouvement d'émigration, si développé au courant de l'autre siècle, a paru s'arrêter au cours de celui-ci; les colonies espagnoles se sont déclarées indépendantes, pour la plupart; la durée de la vie moyenne, qui s'est prolongée presque partout, en raison de l'amélioration des méthodes thérapeutiques, des règles de l'hygiène, etc., s'est étendue également dans la Péninsule: d'où un plus grand nombre de naissances et une réduction dans le nombre des décès; les vocations monastiques ont de même diminué (1); les préjugés de caste, par suite d'un contact plus marqué entre les divers éléments de la population, ont peu à peu disparu; d'où encore la facilité des unions et leur fécondité relative (2).

Une remarque à faire, en passant, c'est qu'au moyen âge, la participation des bourgeois aux affaires publiques fut pour ainsi dire générale. La population des villes avait décuplé. Leurs députés aux Cortès de Castille, notamment au XII^e siècle, étaient extrêmement nombreux et noyaient dans leur ensemble ceux envoyés par la noblesse; la proportion était à peu près d'un noble pour cinq bourgeois. L'Espagne nous a donc précédés dans la voie des réformes, au point de vue représentatif, et la patrie de Charles-Quint peut être fière à bon droit d'avoir été le

(1) Il y a un siècle, l'Espagne comptait 200 000 moines ou ecclésiastiques, soit 1 par 51 habitants, lesquels jouissaient d'un revenu de 150 millions environ. Ils possédaient, en outre, plus de 3 milliards sur la valeur totale du capital territorial du pays.

(2) Quant aux nobles, au nombre de 478 000 en 1794, il y en avait 1 sur 21 habitants; aujourd'hui, cette proportion est de 1 sur 80 habitants.

berceau des libertés conquises par les communes. Les corporations de métiers jouirent même de plusieurs privilèges à cette époque; les artisans s'unirent, de grands travaux furent entrepris. De là un surcroît de vitalité donné à l'élément producteur, qui n'a fait que se développer depuis.

II.

Parlons maintenant de l'agriculture espagnole. Une revision cadastrale, faite en 1803, donna des résultats qui, en ce temps-là, surprirent quelque peu les statisticiens, habitués à considérer le sol ibérique comme fort négligé par ses possesseurs. Les cultures en jachères furent évaluées à 8 millions d'hectares; les pâturages et les propriétés diverses à 23 millions; les forêts et taillis à 3 millions; les montagnes et les rivières à un peu plus de 2 millions. L'étendue totale était de 37 millions d'hectares.

Mais c'était là une estimation qui aurait eu besoin d'être sérieusement contrôlée, si l'on considère surtout que, de nos jours, les terres arables ne comprennent que 12 millions d'hectares, tout au plus, et les pâturages 7 millions seulement. Or, dans ce chiffre de 19 millions, formé par les terres arables et les pâturages, il n'y a que 900 000 hectares de terres irriguées. Si l'on y ajoute celui des forêts, des vignes, des plantations d'oliviers et des terres non utilisées, on arrive à un total de 27 millions d'hectares, pas davantage.

Ce chiffre global représente simplement 56 p. 100 de la surface totale du pays. Cependant, il est juste de faire remarquer qu'en 1803, le domaine agricole n'em brassait que le quart de cette surface. Les progrès réalisés à partir de cette époque ont donc été relativement considérables dans la Péninsule.

Les pâturages et les montagnes occupent une très grande partie du territoire espagnol; mais ces montagnes, il faut le dire, renferment des gisements d'une incomparable richesse. Quelques-uns sont déjà exploités, d'autres le seront bientôt. Alors l'Espagne verra ses ressources s'accroître et sa prospérité augmenter dans des proportions inconnues jusqu'à ce jour.

Il y a cent ans, la production en céréales atteignait à peine 35 millions d'hectolitres; aujourd'hui, d'après des documents officiels récents, la récolte s'élève à environ 68 millions d'hectolitres. L'hectare rapportait, au commencement du siècle, moins de 12 hectolitres; il en rapporte actuellement 29. On peut calculer qu'à la même époque, il n'y avait que 6 millions d'hectares de terres labourables et 2 millions, pas plus, d'hectares de cultures particulières. De nos jours, il y a 14 millions d'hectares de terres labourables et 6 millions d'hectares de cultures particulières. On voit quel développement a été donné à la production agricole.

Les vignes, également, au commencement du siècle, rapportaient à peu près, par an, 900 000 hectolitres de vin; l'hectare n'en donnait tout au plus qu'une quinzaine. Aujourd'hui, elles en rapportent 19 millions, et l'hectare procure un rendement de 18 hectolitres.

Il n'y avait, de même, que 400 000 hectares de vignes en 1803; on en compte près de 1 200 000 à l'heure actuelle.

En effet, dans presque toutes les provinces, la vigne est cultivée avec un soin particulier et dans des proportions qui, quoique variables, augmentent progressi-

vement. Quelques-uns des vins récoltés ont, depuis longtemps, une réputation justement méritée. Les vins communs, d'ailleurs, donnent lieu, depuis une série d'années, à des transactions multipliées; ils constituent une des branches d'exploitation les plus productives du pays. L'énorme développement du commerce d'exportation est là pour le prouver.

Il y a vingt ans, l'Espagne n'exportait que 2 millions d'hectolitres de vin environ; en 1878, ce chiffre atteignait 2 672 000; quatre ans après, en 1882, les exportations avaient triplé : elles étaient de 7 670 000 hectolitres. Or, la proportion n'a pas cessé de se maintenir depuis.

C'est chez nous que la plus grande partie de la production vinicole est consommée. En 1884, l'importation a été de 4 851 000 hectolitres; en 1885, nous relevons le chiffre de 5 341 000; en 1886, la valeur totale des marchandises importées en France était évaluée à 397 millions, et, dans cette estimation, les vins étaient compris pour un chiffre très important. L'Amérique et l'Angleterre achètent aussi beaucoup de ces vins, dont la richesse alcoolique est de 10 à 11 degrés.

En revanche, les importations d'alcool, en Espagne, se sont élevées à 577 000 hectolitres en 1882 et à 948 000 hectolitres en 1885. A partir de 1892, les nouveaux tarifs appliqués ont puissamment agi sur le commerce de ce produit. Le droit prohibitif de 160 piécettes par hectolitre a empêché toute importation du dehors. En outre, on a construit de nombreuses usines, notamment à Malaga, qui fournissent actuellement des spiritueux d'excellente qualité.

En fait de bétail, on inscrivait, au total, dans les premières années de notre siècle, 2 800 000 chevaux, ânes, porcs et bêtes à cornes; à l'heure présente, ce nombre a plus que triplé : il est de 8 799 756.

Voici, au surplus, les chiffres constatés pour l'ensemble du bétail et des troupeaux : on compte 2 millions de bœufs environ, 16 millions de moutons, 2 500 000 chèvres, 2 millions de porcs et plus de 1 million de chevaux et de mulets, donnant à la consommation 306 832 000 livres de viande.

Il y a cinquante ans, on ne relevait encore que le tiers à peu près de ces quantités, surtout en ce qui concerne les bœufs, les chèvres et les mulets.

Et cependant, certaines servitudes, imposées jadis, avaient augmenté l'étendue des pâtures et des terres incultes, principalement dans la partie centrale du pays. Tout était sacrifié alors aux troupeaux; il y avait un droit de parcours reconnu; de telle sorte que l'élevage des bestiaux était pratiqué par la presque totalité des habitants de la campagne. Ces entraves ont disparu peu à peu. Aussi cette branche de produits s'est-elle progressivement développée. La race ovine, notamment, a été l'objet d'un soin particulier de la part des populations agricoles, spécialement la race dite *mérinos*. La laine en était fort recherchée, et aujourd'hui encore elle n'a rien perdu de son ancien renom.

Les porcs et les mulets viennent après les bêtes à cornes, comme branche importante d'élevage. On en exporte des quantités considérables.

Le chiffre de la population agricole est intéressant à relever. Il était, il y a un peu plus de cinquante ans, de 1 860 000; soit 360 000 propriétaires cultivateurs, 300 000 fermiers et 1 200 000 journaliers et ouvriers.

Aujourd'hui, cette population est de 4 500 000, qui se décompose en 1 500 000 propriétaires cultivateurs; 500 000 fermiers et 2 500 000 ouvriers des champs.

Si l'on se place au point de vue de la répartition du sol entre les populations

agricoles, on est amené à reconnaître que l'Espagne est une des nations les plus favorisées sous ce rapport.

Jadis, les richesses qu'elle tirait de ses possessions d'outre-mer lui permettaient de s'approvisionner largement au dehors en céréales; elle était dispensée ainsi de trouver chez elle le complément nécessaire à sa subsistance, mais depuis la proclamation d'indépendance de ses colonies, elle a dû chercher à développer les cultures sur son sol, et elle y est parvenue à force de persévérance et de labeur.

On peut répartir ainsi sa production en grains :

	Produit total	Rendement par hectare
Froment.	28 945 000	10,79
Orge	15 729 000	15,66
Avoine	3 584 000	13,05
Seigle.	6 420 000	9,88
Riz	1 923 000	35,33
Mais	5 846 000	16,65
Pois	792 000	5,80
Haricots.	1 615 000	10,05

Faisons observer que les blés d'Espagne sont en général très estimés de la meunerie.

Il y a cinquante ans — nous tenons à nous reporter à un demi-siècle en arrière, époque où l'agriculture reçut des soins constants et particuliers — il y a cinquante ans, disons-nous, la consommation de la population était de 50 750 hectolitres et l'exportation à l'étranger de 632 000 seulement. Les terres en rapport n'avaient qu'une étendue de 5 137 000 hectares; elles en ont aujourd'hui près de 8 millions. Le froment seul est cultivé sur 3 000 000 d'hectares environ, l'orge sur 1 300 000, l'avoine, le maïs et le seigle sur 2 000 000. En outre, la culture de la pomme de terre porte sur plus de 200 000 hectares.

Certainement, aucune nation du continent n'a fait de pareils progrès en matière agricole depuis un demi-siècle. C'est dire quels champs vastes elle a conquis sur les surfaces improductives.

En fait de productions en vin, eau-de-vie et huile, qui sont une des principales ressources du pays, on peut les évaluer ainsi, à l'heure actuelle : 19 millions environ d'hectolitres de vin, 2 200 000 hectolitres d'eau-de-vie, et 3 400 000 hectolitres d'huile.

On sait que l'huile fabriquée en Espagne est généralement d'excellente qualité.

L'Espagne, d'ailleurs, marche au premier rang pour ce produit, bien avant l'Italie et la France. Voici comment sont classées ces trois nations, sous le rapport du rendement :

Espagne (production moyenne)	2 500 000 litres.
Italie	1 300 000 —
France	300 000 —

Les commerçants de la Péninsule exportent aussi une grande quantité de raisins

frais. Ce trafic atteint annuellement 12 millions environ de kilogrammes. Le commerce des oranges et des citrons dépasse, de son côté, 100 millions de kilogrammes; la récolte de la canne à sucre varie, elle aussi, de 20 à 25 millions de kilogrammes; enfin, la sériciculture donne également, dans les bonnes années, de 900 000 à 1 million de kilogrammes de cocons. Ainsi des autres articles récoltés.

En 1834, le produit brut du territoire s'élevait à 1 847 160 000 fr. pour une population de 14 660 000 âmes. Il atteint aujourd'hui près de 4 milliards pour une population de 19 000 000 d'âmes. L'industrie figure dans ce chiffre pour plus de 900 millions à elle seule.

Que n'y aurait-il pas à attendre encore de la production, si tous les terrains restés en friche, dans ce pays, étaient mis en culture et apportaient leur contingent à son rendement général ? Si, dans l'Estramadure, notamment, où des surfaces immenses sont inexploitées, la mise en valeur venait augmenter les récoltes en blé, en chanvre, en lin, etc., qui ont assuré jusqu'ici de si sérieux profits ? Il n'est pas de région au monde où l'exploitation agricole pourrait offrir des résultats supérieurs.

En 1794, on relevait le chiffre de 10 100 000 habitants, ce qui donnait 56 ares en terre arable pour chacun d'eux; en 1830, c'est-à-dire en moins de quarante années, la proportion n'était déjà plus la même; les terres arables avaient presque doublé d'étendue et leurs produits s'étaient élevés en raison de cette mise en valeur.

Le développement de l'agriculture a donc été considérable en Espagne depuis le commencement du siècle. Rien d'étonnant à ce que les produits aient obtenu un pareil accroissement. Songez, en effet, que ces terres cultivées le sont sous le climat le plus favorable, le plus sain, le moins inégal et que les récoltes y sont non seulement abondantes, mais encore de la meilleure qualité. Car les habitants vivent là sous un ciel béni, à l'abri, pour la plupart, des influences climatériques et sans souci des fléaux qui, dans d'autres contrées, bouleversent le sol et le ruinent complètement.

Qu'a-t-il fallu pour rendre ces terres fertiles ? Que faudrait-il encore pour accroître ces richesses ? Une irrigation bien conduite, nous le répétons; de l'eau en abondance, élément qui devient, dans ces parages, le seul, le véritable engrais de la terre.

Les produits purement industriels que nous fournit l'Espagne ont été également fort appréciés à toutes les époques. Il n'est pas téméraire d'affirmer qu'elle a été une des premières nations qui, à ce point de vue, se soient acquises une réputation incontestée. Déjà, sous la domination des Maures, les fabriques de Cordoue, Séville, Valence, Ségovie, etc., étaient universellement connues. Les soies, les laines, les draps surtout, trouvaient au dehors de sûrs débouchés. Au XVIII^e siècle, les draps de Ségovie étaient particulièrement recherchés. Presque toutes les cours d'Europe s'approvisionnaient dans cette ville. Ce ne fut qu'un siècle plus tard que cette vogue cessa et que la concurrence fit perdre aux draps de cette contrée de l'Espagne son antique réputation.

L'État, d'ailleurs, s'était réservé le quasi-monopole d'un certain nombre d'industries : porcelaine, papier, glaces, tapis, poterie, armes, etc. Cet accaparement restreignit considérablement les transactions et porta un coup funeste à la production en général, car la concurrence n'était plus possible.

Le monopole était absolu pour le plomb, les cartes à jouer, l'eau-de-vie, la cire,

le sel, le mercure, le soufre et le tabac ; et les impôts étaient considérables sur les produits des autres industries.

Heureusement, la couronne renonça, par la suite, à quelques-uns de ces monopoles ; elle cessa de mettre des entraves au développement des matières fabriquées, et l'Espagne vit son industrie, sinon florissante, du moins placée à un bon rang parmi celles des autres nations.

Quant aux produits minéraux, nous l'avons dit, ils ont éveillé de tout temps les convoitises des peuples qui ont fini par s'établir sur le territoire espagnol. Ceux-ci, Romains ou Carthaginois, en tirèrent de véritables trésors. Lors de l'invasion des barbares, l'industrie minière subit naturellement des fortunes diverses ; mais le sol exploité offrait toujours un rendement des plus appréciables.

Pour ne s'en tenir qu'aux mines de fer et d'acier, on comptait déjà, au commencement du siècle dernier, environ 250 usines, rien que dans les seules provinces du Guipuscoa et de la Biscaye, lesquelles produisaient par an 1 000 quintaux de minerai. La houille, le lignite, le zinc, le manganèse, le plomb, le mercure, le cuivre donnent aujourd'hui une production considérable, qui pourrait être encore augmentée dans de très larges proportions.

L'Espagne est la seule région du midi de l'Europe où le minerai se trouve en grande quantité et soit d'une extraction relativement facile et peu coûteuse ; l'étendue des bassins miniers est évaluée à plus de 180 000 hectares ; la surface en exploitation n'est que de 70 000 hectares à peu près.

Il appartient au gouvernement d'encourager l'exploitation de ces mines et d'en tirer ainsi de nouvelles ressources.

Il n'est pas jusqu'à des gisements de pétrole et d'asphalte qui n'aient été découverts en Espagne, du côté de Burgos, et qui, en ce moment, ne donnent d'excellents résultats.

III.

En ce qui concerne le commerce espagnol, les données abondent. Son origine remonte à l'époque la plus reculée, à l'établissement des colonies grecques et phéniciennes sur le sol ibérique. La première ville fondée par elles, Cadix, qui aujourd'hui encore n'a pas déchu de son antique réputation, fut d'abord le siège d'importantes transactions ; Valence et Malaga, construites ensuite, secondèrent le mouvement. Des intérêts multiples les relièrent peu à peu aux autres villes du littoral, et l'on peut dire que l'Espagne vit s'ouvrir alors une phase absolument prospère pour son commerce et sa navigation. Elle exportait non seulement les minerais, les soies, les huiles, mais aussi les tissus de laine et de coton, les draps, les armes, les bois de construction et tous les produits des villes de Grenade, de Cordoue, de Baza, de Sagonte (aujourd'hui Murviédro), de Murcie, etc.

La défaite des Maures ralentit un instant le commerce espagnol, mais il reprit peu après, avec une vigueur nouvelle, lors de la découverte de l'Amérique par Christophe Colomb. Désormais, l'Amérique devint son champ d'action et les transactions augmentèrent, en effet, dans des proportions inconnues jusque-là. Les vaisseaux espagnols et portugais sillonnèrent les mers ; de hardis trafiquants s'enrichirent ; l'Espagne traversa l'époque la plus glorieuse dont les annales des peuples fassent mention.

Malheureusement, le mouvement d'émigration avait été tel que le sol de la mère patrie fut bientôt déserté; les bras manquèrent pour le cultiver; l'Espagne se trouva, dès lors, plongée dans une sorte de marasme dont elle eut grand'peine à sortir. Son commerce se ressentit de ce fâcheux état d'abandon. Les produits coloniaux seuls donnaient lieu à quelque trafic; la contrebande, de son côté, vint restreindre les droits exigés par le fisc, et il fallut que, par un acte d'énergie, le gouvernement mît un terme à cette situation déplorable.

Longtemps le commerce espagnol borna ses transactions aux colonies. La métropole devint l'entrepôt des produits, au lieu d'en être la véritable source, et ce ne fut que vers les premières années du siècle, après une suite d'expéditions, de guerres et de convulsions intérieures, que cet état de choses prit fin.

Les circonstances avaient tout modifié. Le commerce allait reprendre, mais sans la participation des colonies, qui s'étaient déclarées indépendantes. Aussi les affaires se rétablirent-elles lentement. En 1827, voici quel était le tableau des importations et des exportations :

	Importations.	Exportations.
Commerce avec l'étranger.	65 052 000 fr.	60 501 000 fr.

Aujourd'hui, l'Espagne a renoué depuis longtemps — et avec fruit — des rapports commerciaux avec toutes les autres nations. Les chiffres de ses importations et de ses exportations en sont la meilleure preuve; ses importations se sont élevées dernièrement à 793 millions environ et ses exportations à plus de 924 millions.

Disons-le, le commerce de l'Espagne ne se borne plus, comme autrefois, à un échange de produits entre elle et ses colonies et à un transit d'or et d'argent importés de ses possessions d'Amérique, notamment du Pérou et du Mexique; elle exporte une partie de ses productions agricoles contre certains objets de consommation dont elle a besoin chez elle. Elle nous fournit quelques céréales — très peu — lorsque les blés d'Amérique, de l'Australie et des provinces méridionales de la Russie ne suffisent pas à notre consommation, et nous lui envoyons nos articles de Paris, en échange de ses huiles, de ses vins (1), de ses soies brutes, fort appréciées, de ses laines, de ses nattes, de ses cuirs, de ses matières textiles, de ses produits tinctoriaux, de ses fruits secs et de ses denrées en général.

Nous avons déjà parlé de ses mines, si riches en fer, en cuivre, en zinc, en plomb, en houille, etc., et qui, mieux exploitées, pourraient fournir un rendement considérable et approvisionner tous les marchés d'Europe; nous ne reviendrons pas sur ce sujet. Donnons plutôt quelques chiffres sur la production totale du royaume depuis une série d'années. La comparaison de ces chiffres avec ceux d'aujourd'hui finira de nous éclairer sur les progrès réalisés dans la Péninsule.

Il y a cinquante ans, le montant des importations et des exportations ne s'élevait pas à plus de 300 millions. En 1865, les produits de toutes sortes, récoltés sur le sol espagnol et faisant l'objet de multiples transactions, étaient déjà évalués à 680 millions de francs environ. Comme aujourd'hui, le commerce d'exportation portait surtout sur les vins, les caux-de-vie et les raisins secs, qui atteignaient à eux seuls un chiffre de 120 millions.

(1) La statistique française compte au commerce spécial plus de 4 600 000 hectolitres de vins espagnols importés en France en 1896.

Or, les chiffres que nous venons de citer ont augmenté depuis dans de notables proportions. On a pu constater, par ceux de 1897, date des derniers relevés, l'accroissement du commerce espagnol, en général. Ainsi, d'une valeur de 300 millions seulement il y a cinquante ans, les transactions se sont élevées à 878 millions en 1873 (en dépit de l'agitation carliste), à 785 millions en 1874, à 714 millions en 1875. A partir de cette dernière année, c'est-à-dire depuis l'avènement d'Alphonse XII, soit dans une période de vingt ans, le calme s'étant fait dans les esprits, le trafic a presque doublé, puisque nous le trouvons à 1 milliard 718 millions. Ajoutez à ce chiffre la valeur que le cabotage transporte sur les côtes, et qui ne doit pas être moindre de 1 milliard à 1 200 millions, et l'on arrive à un ensemble de transactions de près de 3 milliards.

N'est-ce pas là un produit considérable et capable de nous donner une haute idée de l'activité commerciale déployée aujourd'hui dans toute la Péninsule ?

Il serait heureux que nous contractions avec l'Espagne des arrangements commerciaux de nature à consolider les bonnes relations que nous avons eues constamment avec elle. En tous cas, il était utile que le *modus vivendi* expirant en 1894 fût renouvelé, puisqu'il nous a permis de jouir du traitement de la nation la plus favorisée.

Bien qu'au point de vue de la navigation, l'Espagne vive surtout de souvenirs, le mouvement de ses ports est des plus actifs. Cadix et Barcelone rapportent à eux seuls des taxes considérables à son Trésor et peuvent lutter, comme tonnage, avec quelques-uns de nos plus grands ports de commerce.

L'Espagne a perdu ses principales colonies ; mais ne sera-ce pas là un bienfait pour le pays, qui pourra désormais respirer plus à l'aise. Il lui sera possible, en tous cas, de consacrer son énergie au développement de ses ressources naturelles, et elle n'aura plus besoin de se ruiner pour des possessions qui, en somme, constituaient jadis plutôt un fardeau pour elle qu'un véritable élément de prospérité. Cependant, font partie encore de son domaine d'outre-mer, les Carolines, que les Allemands, jadis, cherchèrent à lui disputer, les îles Mariannes, Fernando-Po, et quelques autres centres coloniaux de moindre importance.

Les lignes de chemins de fer exploitées actuellement en Espagne ont une longueur de 13 095 kilomètres. On sait quel soin a été donné par le gouvernement, depuis une trentaine d'années, au développement de ses voies ferrées. On peut dire que les différents travaux entrepris dans ce but ont assuré partout les moyens de communication et transformé, comme en d'autres pays, du reste, des contrées entières en des centres de production jusque-là privés de toute espèce de trafic, au grand dommage des transactions en général. Ajoutons qu'en 1895, il a été ouvert, en Espagne, presque autant de kilomètres de chemins de fer qu'en France : 2 292 contre 2 476.

De même, on a créé quantité d'offices postaux qui sont, à l'heure présente, au nombre de 2 954.

Les bureaux télégraphiques, également, sont devenus plus nombreux. On en compte aujourd'hui 1 421 (dont 912 bureaux de l'État).

Nous avons dit que les finances de l'Espagne s'étaient peu à peu améliorées. Depuis longtemps, en effet, le gouvernement a remanié l'assiette de l'impôt pour ne faire porter ses taxes que sur des objets nécessitant un contrôle rigoureux. Aujourd'hui, sous la direction éclairée de ses divers ministres des finances, de

grandes réformes se sont accomplies, et si les dépenses de guerre n'étaient venues obérer le budget, les opérations du Trésor auraient continué leur marche normale et régulière ; car la dette publique avait été réduite de 394 millions dans une période de dix ans, de 1885 à 1895, alors que presque tous les autres États avaient augmenté la leur. D'importants excédents de recettes avaient été constatés aussi dans les exercices suivants. Il est certain que, si la révolte des Cubains ne s'était pas produite, l'Espagne n'aurait rencontré aucune grosse difficulté d'ordre financier. Ses recettes ont été de 773 766 361 fr. en 1896 et ses dépenses de 757 millions 765 658 fr.

A l'heure actuelle, les hommes d'État de la Péninsule s'occupent du règlement des dettes de l'Espagne et de ses colonies et de la réorganisation des finances et des impôts ; ils songent aux moyens extraordinaires qu'il s'agira d'employer pour arriver à équilibrer le budget. De nouveaux impôts seront votés par les Cortès, et il n'est pas douteux que le pays supportera facilement les charges qui vont lui incomber. Tous comptes faits, on suppose que le budget des recettes n'atteindra, tout au plus, qu'un chiffre de 825 à 830 millions. « C'est là une charge relativement modérée, écrivait récemment un publiciste jouissant de quelque crédit, pour une population d'environ 20 millions d'âmes habitant un pays dont les richesses agricoles et naturelles sont loin d'être épuisées et même connues. Si la France était imposée dans une proportion aussi réduite, elle n'aurait à payer que 1 700 millions de contributions par an. Ce serait le retour à l'âge d'or, car elle en paye exactement le double. » Le pays devra donc se résigner à de plus durs sacrifices.

Au surplus, comme appoint de garantie de sa dette, l'Espagne possède d'importantes ressources en propriétés et biens territoriaux ; on les évaluait jadis à près de 2 milliards.

La dernière guerre lui a donc occasionné des dépenses considérables. Jusqu'à présent, elle n'avait pas voulu faire appel au crédit, mais elle s'y est enfin décidée sous la forme d'une émission de ses titres de la dette perpétuelle. Depuis dix ans elle n'avait pas recouru à cette suprême ressource. Cependant, la révolte seule de Cuba lui a coûté plus d'un million par jour. Elle est parvenue à expédier, sur les seuls navires de l'État, environ 225 000 hommes ; d'aucuns disent même 250 000 hommes. N'est-ce pas là la preuve d'une force, d'une vitalité qui ne sauraient être discutées ? L'Espagne a fait des efforts surprenants pour défendre ce qu'elle considérait comme un des plus beaux apanages de la couronne, et, déchargée désormais de trop graves soucis, elle reprendra peu à peu possession de l'intégralité de ses ressources.

Résumons-nous.

On le voit, l'Espagne a réalisé d'immenses progrès dans toutes les branches de son industrie et de son commerce ; les rendements de son agriculture ont considérablement augmenté, et la production générale s'est ressentie des améliorations qu'un gouvernement sage et économe des deniers publics cherchait à apporter à l'ensemble des divers services de l'État.

A la tête du gouvernement se trouvent, d'ailleurs, des personnalités d'une réelle valeur, et il n'est que juste de reconnaître leur mérite et de rendre hommage aux sentiments qui les animent.

La population très chevaleresque de ce pays, compatissant aux malheurs privés de la famille royale et séduite par les nobles vertus de la souveraine Marie-Chris-

tine, paraît avoir renoncé depuis longtemps aux désordres regrettables que les factions avaient l'habitude de provoquer, et elle se réjouit de la tranquillité qui règne aujourd'hui dans toute la Péninsule, malgré l'agitation de quelques personnalités remuantes. *Sub lege libertas*, telle est la devise que le gouvernement semble avoir adoptée. C'était le vœu du sympathique et à jamais regretté Alphonse XII, que le destin impitoyable ravit à l'affection des siens et de son peuple, et qui n'a pas eu la douleur d'assister aux cruelles épreuves subies par la nation. S'il lui était donné de revenir parmi nous, il serait sans doute heureux du spectacle consolant offert à l'heure actuelle par tous les Espagnols, réunis dans une commune entente et ayant abandonné tout esprit de révolte inutile pour se grouper autour de la Régente et de son fils, qui continuera un jour, il faut l'espérer, les glorieuses traditions laissées par ses prédécesseurs.

Nul plus que nous, Français, ne désire que l'Espagne voie sa prospérité se développer en raison des ressources abondantes dont la nature l'a pourvue. C'est une nation hospitalière, magnanime et généreuse, digne de notre estime et de notre sympathie.

LE PORTUGAL.

I.

Situé à l'extrémité sud-ouest de l'Europe, relié à l'Espagne, si l'on peut employer cette expression, étant donnés les monts escarpés qui séparent géographiquement les deux pays, par des chemins difficiles et dangereux, le Portugal a partagé, avec sa voisine, tout un passé de gloire et de triomphes maritimes et coloniaux. Comme elle, il a vu, dès les premiers siècles de notre ère, ses provinces ravagées par la conquête; comme elle, il a subi de durs revers et de sanglantes défaites, mais la vitalité du peuple portugais a résisté à toutes les catastrophes, et il a puisé dans ses malheurs mêmes comme une force et une vigueur nouvelles, nous étonnant toujours par son énergie et sa constance dans les périodes les plus critiques de son histoire.

Pas de pays également qui ait été aussi mal jugé, aussi mal décrit, aussi injustement attaqué que celui-là. On a été jusqu'à lui reprocher son manque d'activité, son absence d'initiative, au point de vue du progrès moderne. On a considéré les produits de son industrie comme quantité négligeable, les transactions de son commerce comme à peu près nulles, les ressources de son agriculture comme sans importance et sans intérêt. Autant de reproches immérités, autant d'erreurs commises sciemment ou par simple ignorance.

Nous voulons démontrer, au contraire, dans cette étude, que le Portugal est une région tout aussi productive que l'Espagne, avec qui il a tant d'affinité, capable de nous offrir les meilleurs résultats dans toutes les branches de son commerce, de son industrie et de son agriculture. Pour nous éclairer, nous devons étudier le pays dans toutes les manifestations de sa vie intérieure, dans ses tentatives d'expansion au dehors, dans les multiples applications qu'il a su faire des produits retirés de son sol.

Auparavant, jetons un coup d'œil sur son passé.

On le sait, la partie du pays — et c'est la principale — formant l'extrémité occidentale de la Péninsule hispanique, a, de tout temps, figuré dans l'histoire sous le nom de Lusitanie. Les Phéniciens, dans leurs diverses pérégrinations, visitèrent cette contrée et finirent par s'y établir. La fertilité des terres, la richesse des produits les avaient frappés. Ils commercèrent avec les habitants, et ce fut une époque essentiellement heureuse pour le pays lusitanien, qui vit se fonder sur ses côtes de puissantes cités, des établissements considérables et prospères.

Vinrent ensuite les Carthaginois ; ceux-ci soumièrent toute la contrée, comme ils avaient soumis, d'ailleurs, le reste de la Péninsule. Mais leur triomphe devait être de courte durée : les Romains, leurs éternels rivaux, les chassèrent à leur tour, et la Lusitanie retomba sous la domination presque exclusive de ses nouveaux maîtres. Le commerce alors était nul.

Ce ne fut qu'au XIII^e siècle que le Portugal, conquis par Alphonse I^{er}, prit à peu près la forme que nous lui connaissons aujourd'hui. Des centres commerciaux se créèrent partout à la fois. On peut dire que ce prince fut le premier souverain qui gouverna véritablement le royaume et donna la plus vive impulsion aux transactions en général. Ses descendants l'imitèrent. Le commerce, l'agriculture et la navigation se développèrent dans de singulières proportions sous les rois de la dynastie d'Aviz. En effet, Jean I^{er} prit Ceuta, en Afrique, et y patronna une foule d'expéditions productives ; Alphonse V, avec une flotte de 200 voiles et 20 000 soldats, s'empara d'Arzilla, de Tanger et de quelques autres villes du littoral et y établit d'importants centres d'échange ; Jean II, de son côté, envoya dans l'Inde deux émissaires avec mission de lui fournir tous les renseignements nécessaires sur les ressources de cette contrée, cherchant à y nouer des relations commerciales avec ses habitants ; il finit par y créer de nombreux comptoirs ; Jean III favorisa, lui aussi, le commerce et la navigation et fit de Goa et de Lisbonne les deux villes les plus florissantes du globe. Une grande quantité d'îles et de terres inconnues furent découvertes. Porto-Santo, Madère, l'archipel des Açores, le Cap-Vert, la côte de Guinée, les îles de Saint-Thomas, de Fernando-Po, etc. Les Portugais se rendirent maîtres de presque tout le commerce de l'Orient, qu'ils arrachèrent aux Vénitiens. Goa devint en Asie le siège de transactions considérables et reçut dans son port presque tous les vaisseaux du monde.

Cette brillante période arriva malheureusement à son déclin à la mort du dernier représentant de la dynastie d'Aviz. Il semblait que l'effort eût été trop grand et que le Portugal y eût dépensé toute son énergie. Ses épreuves n'étaient pas finies, du reste : Philippe II d'Espagne s'empara de son territoire, et cette prise de possession dura plus d'un demi-siècle. Ce fut le duc de Bragance (plus tard Jean IV) qui affranchit son pays de la domination des Espagnols.

Mais, hélas ! les Portugais avaient perdu leurs principales colonies, notamment les Moluques, Malacca, la Guinée, Pernambuco, etc. Leurs trésors avaient disparu ; leur commerce, leur marine, les domaines dont ils étaient si fiers, tout cela était anéanti. La dynastie de Bragance rendit au Portugal une partie de ces richesses ; elle étendit les relations commerciales au dehors et assura partout de nouveaux débouchés à la navigation. De grandes manufactures furent créées, les finances se relevèrent, et le pays put enfin jouir de quelque tranquillité.

Plus tard, sous le ministère du marquis de Pombal, le Portugal atteignit l'apogée de sa prospérité. Pierre III, qui succéda à sa mère, la reine Marie, suivit l'exemple

de ses devanciers; il abolit les compagnies de commerce et donna aux diverses branches du savoir humain la plus brillante impulsion.

Tous les autres souverains qui se sont succédé depuis Jean IV, à peu d'exceptions près, ont favorisé cette évolution des esprits et maintenu le Portugal dans la voie des réformes utiles et attendues. Aussi, ce royaume occupe-t-il, aujourd'hui, une des meilleures places parmi les nations intelligentes et instruites, capables d'initiative et d'énergie. Le Portugal a figuré honorablement à nos diverses expositions, où il a pu étaler à nos yeux tous les progrès qu'il a réalisés dans les arts, les sciences, aussi bien que dans l'industrie et le commerce.

Son passé, nous l'avons vu, est des plus glorieux; il a lancé dans toutes les parties du monde des pionniers audacieux qui, partout, ont laissé des traces ineffaçables de leur passage; des navigateurs qui, par leurs découvertes, ont acquis des droits imprescriptibles à la reconnaissance des peuples. Une nation qui n'a qu'à puiser dans ses annales pour y trouver des noms tels que ceux du prince Henri, de Cabral, de Pierre de Cintra, de Jean de Santarem, de Fernando Po, de Vasco de Gama, d'Albuquerque, etc., a le droit de s'enorgueillir; elle peut envisager l'avenir avec confiance.

(*A suivre.*)

Eugène ROCHETIN.